

APRÈS 16 ANS DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La Garde communale dissoute le 1^{er} novembre prochain

La Garde communale a tout juste quelques jours devant elle. Le corps n'existera, en effet, plus en tant que tel à partir du 1^{er} novembre prochain, date à laquelle sa dissolution sera effective.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Après 16 ans d'existence, le corps ayant été créé le 3 août 1996 sous le décret exécutif portant le numéro 96-265, paru dans le JO (*Journal officiel*) n°47, une création dictée par l'impératif de faire face à l'hydre islamiste armée, la Garde communale sera officiellement dissoute le 31 octobre prochain. C'est ce que révèle le chargé de la communication au sein de la Coordination nationale de la corporation.

La réunion de mardi dernier, qui a regroupé les directeurs centraux au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et les coordinateurs nationaux et locaux des Gardes communales, a été on ne peut plus explicite quant au sort scellé du corps, a affirmé Lahlou Aliouet.

Pour notre interlocuteur, cette entrevue de près de 6 heures, qui a eu lieu au siège de la wilaya de Blida, a été l'occasion pour les deux parties de discuter de l'après-dissolution, soit le devenir des effectifs du corps, estimés à près de 94 000 agents. Ainsi, M. Aliouet, qui fera part de la parution imminente dans

le *Journal officiel* du décret portant dissolution du corps de la Garde communale, parlera de trois options alternatives offertes aux membres de la corporation.

Il y a d'abord le départ volontaire à la retraite, option qui semble susciter un grand intérêt puisqu'ils sont près de 54 000 agents à en faire le choix. Vient en seconde position l'intégration de l'ANP en tant qu'auxiliaires avec des vœux exprimés par pas moins de 22 000 agents.

Le reste des effectifs ayant préféré se reconvertir en agents de sécurité dans des entités économiques ou administratives publiques. Ces derniers, précise notre interlocuteur, et dans l'attente donc d'un poste d'emploi, continueront à percevoir leurs salaires.

Cela dit, la dissolution en vue de leur corps ne semble point changer de trajectoire à l'élan revendicatif de la corporation.

«La dissolution toute prochaine de notre corps ne veut nullement dire la fin de notre mouvement de revendications», tient à préciser le chargé de la communication au sein de la corporation pour qui, la ques-



Photo : Samir Sid

La dissolution ne change rien à l'élan revendicatif de la corporation.

tion des 16 heures supplémentaires, de la classification des agents ou encore celle ayant trait aux œuvres sociales «sont toujours pendantes. Nous continuerons à les faire nôtres jusqu'à leur entière satisfaction». Et dans ce cadre, M. Aliouet fera part d'une réunion, prévue demain, du bureau de la Coordination nationale

de la Garde communale, soutenant que le mouvement de revendication de la corporation observera une halte, le temps que les élections locales prévues les 29 novembre prochain se déroulent, à l'effet, dit-il, d'«extirper notre mouvement de toute velléité d'exploitation politique».

Exception faite, tient-il, cependant, à préciser, du 24 octobre courant, date à laquelle 44 agents de la Garde communale répondront de quatre chefs d'inculpation dont attroupement illégal sur la voie publique et outrage à corps constitué, et ce, consécutivement aux violents affrontements entre les forces de l'ordre et les gardes communaux lors de leur marche sur Alger à partir de Blida, le 9 juillet dernier.

A l'occasion, un sit-in de soutien aux collègues convoqués se tiendra devant le tribunal de Bir-Mourad-Raïs, dans la capitale où le procès est prévu.

Le projet de fondation toujours de mise

Et pas que cela puisque pour M. Aliouet, la dissolution en vue de la Garde communale ne remet point en cause le projet de création d'une fondation dédiée à ce corps. Bien au contraire, la réunion de ce dimanche traitera justement et principalement de ce dossier qu'il n'est pas question d'abandonner puisque nous escomptons, à travers cette entité, perpétuer le combat noble d'un corps qui a contribué et grandement à coups de sacrifices, à la sauvegarde de la République du péril islamiste».

M. K.

LE MSP RÉPLIQUE À DAHO OULD KABLIA :

«On vous l'avait dit !»

Dans un communiqué signé par le sénateur Kamel Khelili, secrétaire national chargé des élus, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), et tout en se lavant les mains, a anticipé sur une forte abstention lors des élections locales de novembre prochain.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Les réformes engagées par le Président ayant été diluées et détournées pour servir des visées politiciennes en vue de la présidentielle de 2014, le Mouvement décline toute responsabilité de ce qui pourrait advenir, ni en termes

d'abstention ni des débouchés du scrutin», a-t-on souligné.

Le parti d'Aboujerra Soltani s'est ainsi arrêté sur les déclarations du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, jeudi au siège du Conseil populaire de la ville d'Alger lors de sa conférence de presse tenue en marge de la cérémonie d'installation de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections locales.

Le MSP en a profité pour lui rappeler ses mises en garde quant au détournement des réformes engagées par le président de la République à des fins partisans : «Le ministre de l'Intérieur vient d'affirmer jeudi ce que nous n'avons cessé de décrier, à savoir l'incohérence de la loi électorale résultant des

amendements introduits par les députés, qui avaient des visées partisans plutôt que de promouvoir l'action politique.»

Qualifiant l'ambiance précédant cette joute électorale de «froide», le MSP a regretté par contre le «peu d'engouement» remarqué chez les «élites des partis et leurs militants en général», qui «ne se sont pas bousculés pour présenter leurs candidatures aux élections locales de novembre prochain». Et de mettre encore une fois en garde contre d'éventuels dérapages, appelant à la «révision de la composition du bureau de vote, la refonte de la législation organisant les relations entre l'administration et les élus et la mise en place de garde-fous pour juguler l'utilisation de l'argent sale dans la politique».

L. H.

RND

La contestation ratisse large

Les animateurs du mouvement de redressement du RND comptent passer à la vitesse supérieure à compter de la première semaine du mois prochain, soutiennent des sources proches des contestataires. Une conférence nationale des cadres contestataires se tiendra juste après les fêtes de l'Aïd El Adha.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Après trois conférences régionales (Centre, Est et Ouest), les animateurs du mouvement de redressement du RND s'apprêtent à organiser une conférence nationale des cadres contestataires.

A cette dernière, prendront part, apprend-on des cadres du parti qui ont jusque-là évité de s'afficher publiquement. Il s'agit, expliquent nos sources, de personnalités qui avaient dans un passé récent occupé des postes clés au sein de l'appareil du parti. A ce titre, on avance les noms de Yahia Guidoum, Bakhti Belaïb, Hama Laroussi ou enco-

re Terbag. A ce propos, on apprend de bonne source qu'une réunion restreinte a regroupé dans un appartement à Alger plusieurs cadres du parti, dont certains sont membres du conseil national.

La réunion à laquelle ont pris part d'autres personnalités connues du mouvement était considérée comme étant un signe fort de la détermination du mouvement de redressement à durcir sa position par rapport à l'actuelle direction nationale du RND.

Pour rappel, le premier noyau contestataire à voir le jour était composé notamment du

maire sortant d'Alger-Centre, Tayeb Zitouni, de Nouria Hafsi, présidente de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), de Belkacem Benhassir et de Boubrik.

Le premier cité, faut-il le rappeler, avait insisté, lors de sa première sortie médiatique du mouvement de redressement du RND, sur la composante qualitative des cadres du RND qui siégeaient dans le parti à sa création. «Mais, aujourd'hui, a-t-il affirmé avec regret, le RND est devenu un petit parti qui se contente de petits résultats.» «Raison principale pour laquelle des cadres du parti ont décidé de prendre le taureau par les cornes pour dire «Basta» à cette situation», avait soutenu Tayeb Zitouni.

Critiquant la manière avec laquelle le parti est dirigé, notamment en ce qui concerne la désignation des membres du bureau national, l'absence d'un

débat démocratique, l'inutilité des urnes pour procéder au vote, les initiateurs de ce mouvement de redressement veulent tout simplement aller vers la tenue d'un congrès extraordinaire, «afin que toute la lumière soit faite sur les agissements des dirigeants actuels». Et d'ajouter : «Nous sommes absents dans quinze wilayas à l'issue des législatives dernières et c'est pourquoi il est temps de remettre le parti sur les rails et lui redonner la grandeur qui était la sienne. On ne cherche pas à créer un RND-bis.»

Le premier magistrat de la commune d'Alger-centre considère à ce propos que «si les élections de mai dernier ont provoqué une grave crise au sein du RND, la consultation électorale de novembre prochain sera celle qui scellera le sort «de ceux qui ont réduit le RND à sa plus simple expression».

A. B.

IL N'A PRÉSENTÉ QUE 166 LISTES APC ET 10 LISTES APW

Le RCD explique sa démarche

Le RCD a recours à une maxime populaire pour justifier sa participation restreinte qu'il qualifie, toutefois, de qualitative aux élections locales du 29 novembre prochain, lui qui a été presque seul à tourner le dos aux législatives du 10 mai dernier.

Une riposte, par ailleurs, attendue quand on sait que plus d'un observateur de la scène politique nationale a relevé la participation somme toute relative et restreinte du parti à ces joutes électorales, en comparaison avec celle d'autres entités dont certaines de création toute récente et à ses participations, par le passé, à des rendez-vous électoraux similaires.

«Vaut mieux une poignée d'abeilles que des couffins de mouches», titre, d'ailleurs, le RCD dans son communiqué daté d'hier, dans lequel il tient à préciser que son choix de participer aux élections locales du 29 novembre dans seulement 19 wilayas avec 166 listes communales et 10 listes APW ne relève nullement d'une quelconque incapacité organique à faire face à pareil défi. Cette participation sélective et restreinte est dictée, estime le parti, par «l'impératif d'assurer la loyauté des élus et la possibilité de limiter les falsifications des résultats face à une administration conçue comme l'instrument de la déstabilisation des structures, des infiltrations des listes, des manipulations des fichiers et l'acteur patenté des fraudes électorales». Aussi elle répond pas à un double objectif, celui de l'efficacité immédiate et de la consolidation d'une application de la régionalisation qui constitue l'une des aspirations cardinales du parti. Chaque mandat local digne honorer représente, au-delà de son apport intrinsèque, un message d'espoir pour l'avenir et un acte de fidélité pour le combat libérateur», clôt le RCD son communiqué.

M. K.